

**M. MacGuigan:** Le député de Fraser Valley-Ouest (M. Wenman) a fait preuve, hier, de ce que je qualifierais, sans aucune malveillance de ma part, de compréhension naïve des avantages que procurerait un référendum en déclarant que si le premier ministre (M. Trudeau) avait donné suite à la motion qu'il a présentée au mois de février, qui demandait qu'on envisage la possibilité d'un référendum de ce genre, l'incertitude qui plane aujourd'hui sur le pays se serait en grande partie dissipée.

En fait, monsieur l'Orateur, nous ne pouvons maintenant prendre de décision au sujet d'un référendum. Il semble que le Parti québécois soit décidé à tenir au Québec un référendum injuste qui ne protégerait pas les droits d'assemblée, d'association et la liberté de parole. Dans ces conditions, il est évident que les résultats du référendum seraient peu sûrs et il se pourrait que nous ayons à en tenir un au niveau fédéral. Mais c'est une décision qu'il faudra prendre à ce moment-là. Nous ne discutons maintenant que de la possibilité de tenir un référendum; nous ne décidons pas d'en tenir un.

Enfin, monsieur l'Orateur, je voudrais ajouter un mot au sujet de l'esprit. Il me semble que c'est beaucoup plus important que les changements structuraux. Après tout, nous ne pouvons négocier avec personne parce que nous attendons le référendum. C'est en fait l'esprit du pays, du gouvernement, et de la population qui compte.

Il me semble que nous devrions faire preuve d'un nationalisme national. Non pas d'un nationalisme québécois ou d'un nationalisme de l'Ouest, ou des Maritimes ou même de l'Ontario qui aime se considérer comme le cœur du pays, mais plutôt un nationalisme qui englobe l'ensemble du pays, et qui permet à chacun de se sentir chez lui. Il devrait se fonder sur la survie—la survie que nous avons réussie pendant un certain nombre de siècles; il devrait prendre ses racines dans la terre et dans la population, dans le fait français et également dans la

*L'Adresse—M. MacGuigan*

nature multiculturelle de notre pays. Il devrait se fonder sur la tolérance sociale qui existe ici. Ce nationalisme qui est peut-être en quelque sorte le plus important englobe tous les autres, c'est notre sens de la liberté qui veut dire la diversité, un genre de globalité qui nous permet de choisir différents genres de mode de vie ou de façons de vivre dans notre pays.

L'idée que les Canadiens se font de la liberté leur vient en partie de la tradition britannique: elle est moins rigide qu'aux États-Unis parce que moins théorique. Mais je crois qu'elle vient surtout du fait français au Canada qui, depuis l'Acte de Québec, n'a cessé d'imposer l'idée de la diversité. Certains éléments anglo-saxons n'ont jamais tout à fait admis cette diversité intrinsèque, mais il a bien fallu l'accepter comme condition d'une existence nationale. Elle constitue, à mon avis, la pierre angulaire de notre indépendance politique vis-à-vis des États-Unis et notre caractère national exceptionnel. La tradition anglaise nous a préparés à accepter l'idée de diversité, la présence canadienne-française en a fait une nécessité.

Notre expérience nationale arrive à peine à maturité. L'idée du bilinguisme officiel a pris forme dans les années 60 et celle du multiculturalisme, dans les années 70. Il faut qu'elle soit comprise et acceptée de plein gré par l'ensemble des Canadiens. Il faut également élargir nos horizons en y incluant l'égalité, afin que notre mosaïque culturelle ne soit pas une chose statique, comme une statue sur un piédestal. Ce but est suffisamment noble pour que des gens libres luttent pour l'atteindre. Il exigera les efforts de tous pendant des décennies encore. Il justifie, pour ne pas dire exige, que nous luttons pour garder notre pays.

**L'Orateur suppléant (M. Ethier):** A l'ordre, je vous prie. Conformément à l'ordre adopté plus tôt, je déclare qu'il est 5 heures. La Chambre s'ajourne à 11 heures lundi, conformément à l'article 2(2) du Règlement.

(A 5 h 9, la séance est levée d'office, en conformité du Règlement.)